



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 11

à la décision d'exécution de la Commission concernant le financement du plan d'action pluriannuel 2022 – 2026
partie 2 en faveur de l'Afrique subsaharienne

**Document d'action « Programme d'appui aux organisations spécialisées de la CEEAC pour
l'opérationnalisation du marché régional et le développement des énergies renouvelables »**

PLAN D'ACTION MULTIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail multiannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1. SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme d'appui aux organisations spécialisées de la CEEAC pour l'opérationnalisation du marché régional et le développement des énergies renouvelables OPSYS : ACT-60978 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui l'Initiative Afrique-UE pour les énergies vertes (AEGEI)
3. Zone bénéficiaire de l'action	Afrique centrale.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour l'Afrique subsaharienne 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	Priority Area 3 ('Green and Climate Transition'), DAC codes: 230 Energy Cette action contribuera au domaine prioritaire régional 3 du PIP 2021-2027 « Transition verte » et à son objectif spécifique 2 « Soutien au développement d'un secteur énergétique africain efficace, durable et résilient » ; notamment son domaine de résultats R.2.1 : « Une plus grande part des sources d'énergie renouvelables dans la production d'énergie primaire est encouragée » et R.2.2 : « Soutenir l'intégration du marché de l'électricité avec le développement d'un secteur énergétique africain efficace, durable, décarboné et résilient »
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	

6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	231 – Politique énergétique 232 - Génération d'énergie 23630 – Transport et distribution de l'électricité			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<u>ODD principal :</u> ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques <u>Autres ODD significatifs :</u> ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ODD 9 : Industrie, innovation et infrastructures, ODD 17 : Partenariats			
8 a) Code (s) CAD	231 – Politique énergétique 23111 – Politique, planification et administration du secteur de l'énergie 23112 – Régulation de l'énergie 232 – Production de l'énergie – énergies renouvelables 23630 - Transport et distribution de l'électricité 23210 – Production de l'énergie, ressources renouvelables-technologies multiples			
8 b) Principal canal de distribution	Secteur privé dans le pays fournisseur - 61000 Autres – 90000			
9. Implication des partenaires multilatéraux	Oui Des actions prévues seront mises en œuvre en coordination avec les actions conjointes menées entre autres par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).			
10. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
11. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement participatif /bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags : connectivité numérique Gouvernance numérique Entrepreneuriat numérique Création d’emplois Compétences/compétences numériques Services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags : transports Contacts interpersonnels Énergie Connectivité numérique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
	13. Montants concernés	Ligne budgétaire : BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé : 6 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l’UE : 6 000 000 EUR		
GESTION ET EXÉCUTION				
14. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion directe par : passation de marchés Gestion indirecte avec ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel)			

1.2 Résumé de l'Action

L'action consiste à appuyer la mise en place du marché régional de l'électricité en Afrique centrale en opérationnalisant le marché régional et en augmentant la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique en vue de réduire les émissions de gaz à effets de serre. Elle soutiendra le développement de l'infrastructure de production et du transport de l'électricité, la mise en place du marché régional intégré (construction d'infrastructures et développement des cadres réglementaires) et la promotion des sources renouvelables de l'énergie et de l'efficacité énergétique.

A cet effet, l'action appuiera le PEAC (Pool énergétique de l'Afrique centrale) en charge de la promotion et du développement des infrastructures de production et de transport d'électricité et de la coordination des échanges d'électricité, la CORREAC (Commission régionale de régulation de l'électricité en Afrique centrale) en charge de la régulation du marché régional, le CEREEAC (Centre des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique de l'Afrique centrale) en charge de la promotion et de la réglementation des énergies renouvelables; et le CEO (Centre d'excellence d'Oyo), en charge du renforcement des capacités et des recherches dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

L'action sera coordonnée avec un programme d'appui aux infrastructures et investissements à vocation régionale dans le domaine de la génération d'électricité renouvelable et de transport. Elle mettra en œuvre l'assistance technique, et des appuis institutionnels et de renforcement des capacités. L'action sera mise en œuvre par la délégation de l'UE en République du Congo en fonction de l'optimisation des interventions de la mise en œuvre. L'action est alignée sur les objectifs du programme indicatif régional PIP (priorité 3 : Green and climate transition) et s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'initiative Global Gateway ainsi que dans l'Africa-EU Green Energy Initiative. Elle contribuera à la réalisation des objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies (en particulier en ce qui concerne l'énergie durable et l'éradication de la pauvreté) et contribuera désormais à la réalisation du ODD 13 (lutte contre les changements climatiques) et ODD 7 (Accès à l'énergie) ainsi ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructures) et ODD 17 (Partenariats). L'adaptation climatique sera également abordée en renforçant les capacités réglementaires pour faire face aux impacts du changement climatique et aider les autorités à améliorer la sécurité de leur approvisionnement énergétique en concevant des infrastructures énergétiques résilientes.

L'objectif général du programme est de réduire les émissions de gaz à effet de serre en augmentant la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique grâce à la mise en place et au développement du marché régional de l'électricité, pour une énergie abordable et accessible pour les femmes et les hommes dans toute leur diversité.

2. JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Cette action vise à accélérer la mise en œuvre de l'Initiative Afrique-UE pour les énergies vertes (AEGEI) en Afrique centrale en renforçant le partenariat avec les organisations sous régionales spécialisées dans le secteur de l'énergie. Elle s'inscrit dans la politique de l'UE en matière d'intégration économique régionale, de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Afrique. Elle répond aux principes du Pacte vert de l'UE ainsi qu'aux priorités des Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

L'appui institutionnel, l'assistance technique et les études faciliteront la préparation et la mise en œuvre de projets bancables dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les réformes sectorielles et l'intégration du marché.

L'accès à des services énergétiques abordables, fiables et durables est une condition préalable et un catalyseur du développement économique et social. Malgré un potentiel hydroélectrique considérable, l'Afrique centrale se singularise sur le continent par une quasi-absence de réseaux électriques interconnectée et un taux d'accès moyen à l'électricité très faible (environ 23% en 2019). La pauvreté énergétique est un aspect de la pauvreté économique qui touche de manière disproportionnée les femmes et les jeunes filles.

L'intégration régionale constitue l'un des fondements de la formulation et de la mise en œuvre des politiques de développement des Etats de l'Afrique centrale. Cette notion est au cœur de la quasi-totalité des traités et accords mis

en œuvre par les Etats, au sein de la CEEAC qui met l'accent sur la valorisation de l'énorme potentiel énergétique de la région.

L'espace CEEAC dispose de plus de la moitié du potentiel hydro-électrique de l'Afrique, cependant le secteur électrique reste caractérisé par une faible capacité installée, une interconnexion intra et interrégionale limitées, et une qualité de service en deçà des normes internationales. Cette situation est principalement due à une infrastructure énergétique embryonnaire qui ne répond pas aux besoins actuels et au développement du potentiel de la région.

Depuis presque vingt ans, le Pool énergétique de l'Afrique centrale (PEAC) est la seule institution (spécialisée depuis 2021) de la CEEAC en charge du développement coordonné du marché de fourniture de l'électricité à l'échelon régional.

Actuellement, les échanges de l'énergie électrique entre pays membres se limitent à l'interconnexion bilatérale entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Congo-Brazzaville. L'interconnexion de 20 MW entre Brazzaville et Kinshasa date des années cinquante lorsque la ville de Brazzaville éprouvait d'énormes difficultés pour satisfaire les besoins en énergie électrique des habitants de la capitale de la République du Congo. Cette interconnexion entre les deux villes reste sans base légale au niveau régional.

La plupart des projets intégrateurs du système régional de production et de transport de l'électricité ne sont toujours pas développés. Il s'agit de l'interconnexion Guinée Equatoriale – Gabon – Cameroun, l'interconnexion Gabon – République du Congo, l'interconnexion RDC – République Centrafricaine (RCA), de l'interconnexion RCA – Cameroun, Inga – Cabinda – Pointe-Noire et bien d'autres. Certains projets intégrateurs sont en cours de construction (Tchad-Cameroun) et d'autres sont en phase de préparation ou de négociation pour le bouclage financier. Ceux-ci incluent des projets de production hydroélectrique (Cholet, Dimoli, Booué, Tsengue Ledidi, et autres...). A ces centrales hydroélectriques sont associées des lignes de transport qui devront les relier aux interconnexions régionales sus évoquées. Ces lignes de transport sont prises en compte dans le dimensionnement des projets de production hydroélectrique pour permettre l'évacuation de la production issue desdites centrales.

Le développement et la mise en opération des infrastructures, en tenant compte des normes de travail décent et des nécessités sociales et environnementales, constitue donc une première étape permettant l'accès des opérateurs à un marché de gros au niveau régional et national.

Les réformes et l'harmonisation des cadres réglementaires au niveau national et régional et le renforcement des acteurs demeurent néanmoins indispensables pour la mise en œuvre de ce marché régional et la garantie de la transparence et de l'équité et d'une électricité durable et abordable à ses citoyens, femmes et hommes dans toute leur diversité.

2.2 Analyse des problèmes

Le problème principal du secteur de l'électricité en Afrique centrale, est l'absence d'interconnexions et la faible capacité de génération d'électricité. Cela explique le faible taux d'accès à l'énergie électrique dans les pays membre de la CEEAC. Les efforts fournis à ce jour par la CEEAC au niveau régional n'ont pas donné des résultats tangibles, et la région d'Afrique centrale a pris du retard par rapport à la prise en compte des impératifs énergétiques du 21ème siècle.

Le PEAC est l'institution qui a la charge du développement du système électrique interconnecté à l'échelle régionale. Il est confronté à des problèmes de fonctionnement par manque de ressources financières, à des difficultés à préparer et à mettre en œuvre des projets structurants régionaux tels que les projets intégrateurs prioritaires (PIP), à un manque de capacité technique disponible et de manque de leadership politique, etc. Le taux de recouvrement des contributions des pays membres reste faible et ne donne pas au PEAC les moyens de son action.

Le programme de l'Union africaine pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) inclut pour l'Afrique centrale trois sites hydroélectriques (en RCA, au Gabon et au Congo) ainsi qu'une ligne de transport (la dorsale côtière Inga – Cabinda – Pointe Noire).

Le PEAC a des difficultés à assurer son équilibre financier afin de remplir son mandat. La Banque africaine de développement (BAD) s'est engagée à financer au sein du PEAC la mise en place d'une unité spéciale dédiée à l'avancement des projets dénommée « Unité de préparation et d'accélération des projets (UPAP) ». Les financements de la BAD vont permettre le recrutement de cinq (5) experts spécialistes en ingénierie électrique, en études d'impact

social et environnemental, en montage et analyse des projets, en gestion financière avec les bailleurs de fonds et en statistique. Tous les frais de fonctionnement de cette unité seront supportés par la BAD pendant une période de 5 ans.

Par ailleurs, le PEAC a aussi des difficultés à fédérer, dans des délais raisonnables, les visions des pays de l'Afrique centrale pour faire prospérer les projets communs. C'est pour cela que certains projets intégrateurs sont connus et discutés depuis plus de 20 ans sans qu'il y ait eu une évolution substantielle.

Ce retard impacte la mise en œuvre des projets d'interconnexion. A ce manque de projets structurants s'ajoute l'absence de cadre réglementaire opérationnel nécessaire à la mise en place du marché régional de l'électricité en Afrique centrale.

Le cadre institutionnel, technique et réglementaire du système régional intégré est en train de s'établir progressivement mais très lentement. Cette lenteur ne s'explique pas exclusivement par la lenteur du processus administratif et/ou le manque de coordination entre les institutions concernées dans la région, mais également par le fait évident que la composante principale de ce système – l'infrastructure interconnectée pour la production et le transport de l'énergie électrique – n'existe pas encore. La solution passe donc indispensablement par l'accélération de la mise en place de l'infrastructure interconnectée régionale, afin de rendre plus visible l'utilité du marché régional et du rôle du PEAC.

L'appui technique et institutionnel de l'UE au PEAC a permis le démarrage des travaux de construction de l'interconnexion Cameroun-Tchad et la réalisation d'études de faisabilité de projets tels que la connexion Gabon – Guinée Equatoriale et la connexion Inga (RDC) – Cabinda (Angola) – Pointe-Noire (Congo). Le Global Gateway Investment Package - Africa-EU Green Energy Initiative a prévu l'interconnexion de la dorsale côtière Inga – Cabinda – Pointe Noire au réseau de transport du Pool énergétique d'Afrique du sud (SAPP, en anglais) au sud au niveau de la Namibie (ANNA) pour former le corridor de l'Afrique centrale, ainsi que la construction de la ligne de transport de 200 km entre Solwezi en Zambie et Kolwezi en RDC. Il y a donc une nécessité pour une coopération étroite avec l'Agence de développement de l'Union africaine/Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA/NEPAD, en anglais) dans le cadre du développement du Schéma Directeur électrique au niveau continental.

Le constat est donc qu'il reste encore beaucoup à faire, notamment pour asseoir les bases d'un marché régional de l'électricité en Afrique centrale, avec un focus sur la cohérence réglementaire, le développement des énergies renouvelables, l'accès aux services d'énergie abordable et disponible pour tous les femmes et les hommes dans toutes leurs diversités, et la régulation des échanges régionaux.

Pour la régulation des échanges régionaux d'électricité, le PEAC a été mandaté par la CEEAC pour établir la Commission régionale de régulation de l'électricité de l'Afrique centrale (CORREAC). A ce jour, l'étude de faisabilité, la feuille de route de mise en place et le règlement intérieur du futur régulateur régional ont été préparées avec l'appui de l'UE dans le cadre du programme de la Mission d'Assistance Technique N°3 de l'UE dénommée MAT 3. La CORREAC est en cours de mise en place, et manque encore des moyens, des procédures internes, d'un siège, du personnel, et des instruments pour amorcer son installation. Une fois la phase de mise en place finalisée, une phase d'opérationnalisation est nécessaire pour assurer le fonctionnement de la CORREAC sur des bases saines. Cette opérationnalisation devra porter notamment sur l'établissement du cadre de régulation des échanges et des règles commerciales à mettre en place, ainsi que la définition des règles d'accès au marché régional de l'électricité en prenant en compte la spécificité et les contextes de chaque pays membre. Une feuille de route devra être établie pour permettre à chaque pays de se conformer avec les règles établies.

L'absence d'un centre régional opérationnel pour la promotion et la recherche en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique explique sans doute la quasi-absence des dispositions réglementaires permettant le développement des énergies renouvelables et de la mise en œuvre de l'efficacité énergétique et d'investissements dans le secteur. Les femmes sont quasi absentes du secteur des énergies tant au niveau opérationnel qu'au niveau de la prise de décision.

Le CEREEAC et le CEO ont été créés pour remédier à cette insuffisance. Le CEREEAC a comme objectifs de mettre en œuvre la politique de la CEEAC en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique et de créer un marché régional intégré et inclusif pour les produits et services associés. Les premières activités de la phase opérationnelle du CEREEAC seront liées au développement du cadre réglementaire régional en matière d'énergie renouvelable et à la préparation des normes relatives à l'efficacité énergétique (étiquetage, codes énergétiques etc.). Le CEREEAC envisage un démarrage de ses activités au cours du second semestre 2022. L'ONUDI a été identifiée par la CEEAC pour appuyer sa mise en place et son opérationnalisation.

Le Centre d'excellence d'Oyo (CEO) a été créé par la République du Congo avec l'appui financier de la société italienne ENI pour renforcer les capacités nationales et régionales dans le domaine des produits et des services liés

aux énergies renouvelables et l'efficacité énergétique avec un accompagnement technique de l'ONUDI, et devrait être inauguré au cours de l'année 2022. Les objectifs principaux du CEO consistent à encourager l'innovation et la promotion de l'accès à des services énergétiques abordables et durables. Le Centre a été conçu dès le départ avec une vision régionale, pour servir également les autres pays de la région et pour s'intégrer dans l'architecture régionale de la recherche. A cette fin, il exécutera des activités et des projets de renforcement des capacités et de recherche sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, en relation avec le CEREEAC.

Le CEO devra servir de centre d'appui aux activités du CEREEAC, et un travail en tandem au niveau régional pour ces deux centres est préconisé : le CEO avec un focus le renforcement de capacités et la recherche développement et l'innovation dans les énergies renouvelables (ER) et l'efficacité énergétique (EE), et le CEREEAC avec un focus sur le cadre normatif et réglementaire, la gestion de la connaissance et la promotion des investissements. Pour ce faire, un accord de coopération devrait être signé entre le CEO et le CEREEAC.

L'appui de l'UE à ces deux centres régionaux, sur la base des conclusions des études réalisées par la mission TAF T78 d'identification d'opportunités d'actions de coopération avec le CEO et le CEREEAC, pourrait être mis en œuvre à travers une convention de délégation avec l'ONUDI qui possède une grande expérience dans le lancement et la gestion de centres similaires dans le cadre du Global Network of Sustainable Energy Centres (en Afrique, EACREEE en Ouganda, ECREEE au Cap-Vert, SACREEE en Namibie, RCREEE en Egypte) et qui apportera un soutien tant au niveau institutionnel qu'au niveau des projets pilotes. Cet appui viendra renforcer l'action de l'ONUDI et celle de ENI Congo dans cette phase d'opérationnalisation de ces deux centres.

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre de l'action sont :

- Le PEAC

Le PEAC est chargé de la mise en œuvre de la politique énergétique, du suivi des études et de la construction des infrastructures communautaires, de l'organisation des échanges de l'énergie électrique et des services connexes dans l'espace CEEAC.

- La CORREAC

Le PEAC a eu mandat de mettre en place la CORREAC qui figurait déjà dans son organigramme depuis sa création. Mais l'environnement réglementaire des organismes de régulation fixant de nouveaux défis aux autorités de régulation, la CORREAC est désormais une institution spécialisée de la CEEAC qui assurera la régulation du secteur de l'électricité au niveau régional, et, de ce fait, indépendante du PEAC. Le PEAC qui a lancé le processus de finalisation de la création de cette institution indique que ce processus arrivera à terme avant la fin de l'année 2023.

- Le CEREEAC

La CEEAC a décidé le 30 juillet 2021 d'établir son Centre pour les Energies Renouvelables et Efficacité Energétique de l'Afrique centrale - CEREEAC. Ce centre est en cours de construction et son opérationnalisation est programmée au courant de 2022 – 2023 ; il aura son siège à Luanda en Angola.

- Le Centre d'Excellence d'Oyo (CEO)

Le CEO a été créé pour renforcer les capacités nationales et régionales dans les domaines de la recherche appliquée et le développement des services liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

Les organismes suivants jouent aussi des rôles importants dans le développement de l'accès aux énergies renouvelables modernes :

- Les ministères de l'Energie des Etats de la région en charge de la mise en œuvre de la politique énergétique de leur pays, et d'en assurer la coordination avec la politique énergétique régionale et continentale. Ils contribuent à la réalisation des projets d'investissement dans le cadre de leurs attributions, en coopération avec les autres instances nationales (ministère des Finances, ministère de l'Environnement, etc.).
- Les opérateurs publics et privés présents dans le secteur de l'énergie qui mettent en œuvre et exploitent les projets d'investissement. Le secteur privé est appelé à jouer un rôle important dans les projets de génération, notamment solaires et éoliens, tandis que les projets de transmission envisagés seront réalisés par les opérateurs publics. Les compagnies nationales d'électricité et les producteurs indépendants (IPP) sont membres du PEAC pour autant que les IPP observent les réglementations nationales (où elles sont implantées) et régionale.

- Les organisations de la société civile (notamment celles qui sont actives sur les questions d'égalité et d'équité de genre) apporteront une contribution significative dans la gouvernance du secteur à travers des actions de mobilisation sociale, de veille et de contrôle citoyens.
- Les bénéficiaires directs sont les populations de la région, qui pourront bénéficier d'un accès amélioré à l'électricité au meilleur coût et avec une meilleure qualité de service, en particulier dans les zones rurales encore insuffisamment desservies.
- Les partenaires techniques et financiers qui accompagneront les autorités régionales et nationales dans la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'énergie et ses investissements dans le secteur.

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est la réduction des émissions des gaz à effet de serre en Afrique centrale.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont :

1. Préparation des éléments structurants pour le marché régional de l'électricité en Afrique centrale pour une énergie abordable et accessible pour les femmes et les hommes dans toute leur diversité ;
2. Promotion du développement et de la mise en œuvre des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans la région du CEEAC à travers la participation à l'opérationnalisation de certaines institutions spécialisées.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants :

- 1.1 Contribuant à l'objectif spécifique 1 : Le cadre réglementaire et les procédures structurant le marché régional de l'électricité sont en place.
- 1.2 Contribuant à l'objectif spécifique 1 : La CORREAC est opérationnelle et en capacité à mettre en œuvre les règles d'accès au marché régional.
- 2.1 Contribuant à l'objectif spécifique 2 : Les deux centres régionaux de réglementation et de recherche et de formation en énergie renouvelable et efficacité énergétique sont opérationnels dans une approche inclusive et sensible au genre.
- 2.2 Contribuant à l'objectif spécifique 2 : La préparation des projets d'interconnexion est renforcée de manière à permettre la construction du marché régional et l'augmentation des échanges.

3.2 Activités indicatives

Les activités indicatives du projet consistent à un appui aux activités des institutions régionales dans le secteur de l'énergie, y compris une composante d'études pour les projets d'investissement.

Les produits attendus seront obtenus à travers les projets et activités indicatives suivants :

Activités liées au produit 1.1

A. Composante Appui au PEAC

- A1 : Appui au développement des procédures techniques structurant le marché régional de l'électricité.
- A2 : Appui à la définition des règles d'harmonisation du cadre législatif et réglementaire dans les pays membres et à l'identification du niveau d'harmonisation et la définition des règles de convergence des cadres légaux et réglementaires indispensables aux interconnexions et au développement du marché régional.

Activités liées au produit 1.2

B. Composante Appui à la CORREAC

- B1 : Appui à l'opérationnalisation de la CORREAC.
 - Etablissement des règles d'accès au marché régional et du cadre de régulation des échanges.
 - Développement et validation d'outils standards.
- B2 : Appui à la définition des règles commerciales et financières des échanges au niveau régional
 - Rédaction et l'adoption des procédures financières, comptables, et de facturation des ventes des échanges d'énergie transfrontaliers ;
 - Développement et validation des normes techniques et de planification.

Activités liées au produit 2.1

C. Composante Appui à l'opérationnalisation des deux centres CEREEAC et CEO

- C1 : Appui au CEREEAC
 - Réalisation d'un audit organisationnel sensible au genre et définition du cadre organisationnel, des profils de postes, et des activités prioritaires.
 - Elaboration et adoption de la stratégie et des politiques régionales en matière d'énergie renouvelables et d'efficacité énergétique pour adopter une approche de l'énergie, inclusive, disponible et abordable pour les femmes et les hommes dans toutes leurs diversités.
 - Gestion de la connaissance visant à constituer une base de connaissances utile et accessible (e.g. approche basée sur les droits humains, travail décent et prise en compte du genre).
 - Promotion des investissements et de la participation du secteur privé (e.g. sensibilisation aux enjeux de travail décent, de transparence des appels d'offre).
 - Elaboration et adoption des normes relatives à l'efficacité énergétique (normes d'étiquetage, normes minimales de performance énergétiques (MEPS), codes des bâtiments, seuils minimaux de réduction des pertes dans les réseaux de transport, procédures de vérification de la conformité aux normes, etc.)
 - Renforcement des capacités réglementaires pour faire face aux impacts du changement climatique
 - Appui aux autorités pour l'amélioration de la sécurité de leur approvisionnement énergétique en concevant des infrastructures énergétiques résilientes.
- C2 : Appui au Centre d'Excellence d'Oyo (CEO)
 - Identification en collaboration avec le CEREEAC, des opportunités de coopération dans le domaine des énergies renouvelables (ER) et de l'efficacité énergétique (EE) avec les Etats-membres, les autres centres régionaux (e.g. au niveau de la CEDEAO) et les universités.
 - Développement de la recherche de base dans les domaines des énergies renouvelables, de l'environnement, de la biomasse et des déchets.
 - Encadrement des chercheurs et des doctorants dans le domaine des énergies renouvelables dans la région de l'Afrique centrale en termes de bourses d'études, de mise à disposition des laboratoires, des voyages et séjours à Oyo, en stimulant la participation des femmes et des jeunes et de la mise à disposition du nécessaire pour la recherche dans le domaine des ER et l'EE.
 - Développement de la recherche de base dans les domaines des énergies renouvelables, incluant les capacités de stockage d'électricité.
 - Renforcement des capacités dans les domaines de la recherche appliquée et le développement des services liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, en adoptant une approche sensible au genre lorsque cela est possible.

Activités liées au produit 2.2

D. Composante Facilité pour études et appui à la mise en place des projets d'interconnexion et de génération

- Etudes de pré faisabilité
- Etudes de faisabilité
- Etudes d'impact environnemental et social

- Appui au montage financier des projets
- Appui à la mise en œuvre des projets
- Etudes techniques

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

L'évaluation de l'impact environnemental et social sera conduite pour dans le cadre de préparation de projets individuels de l'infrastructure. L'appui institutionnel aux institutions concernées par le marché de l'électricité en tiendra en compte des aspects environnementaux dans les documents stratégiques au niveau régional.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 0, cette action porte la mention G1. Les actions relatives à l'amélioration de l'accès à l'énergie électrique et de la qualité du service en particulier apporteront une contribution importante à l'amélioration de la situation des femmes dans la région. Certains échanges pourront être réalisés avec d'autres interventions comme celle venant en appui aux organisations de la CEDEAO dans le secteur de l'énergie. En effet, la CEDEAO dispose de plusieurs politiques faisant le lien entre l'égalité de genre et l'énergie.

En travaillant avec les institutions et le secteur privé, l'intervention veillera à stimuler la participation et la promotion des femmes dans les postes de décisions des différentes agences et ministères.

L'action prendra en compte le Plan d'Action Genre (GAP III, 2021-2025)¹ et les domaines suivants « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes » et « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique ».

Droits de l'homme

L'Action veillera au respect des droits humains dans toutes les activités qu'elle soutiendra. L'action s'appuie sur l'approche fondée sur les droits humains qui inclut le respect des principes d'indivisibilité du droit, de transparence, redevabilité, non-discrimination, autonomisation et participation et la réalisation des droits humains des différentes parties prenantes aussi bien dans la conception, la mise en œuvre, le monitoring et l'évaluation de l'ensemble des actions.

Le développement d'un cadre légal pour le développement des énergies renouvelables ainsi que le renforcement des capacités des institutions viennent appuyer les porteurs de devoirs dans leurs obligations à faciliter le droit à l'énergie pour tous. Les différents espaces de dialogues avec la société civile et la participation des porteurs de devoirs pourront aussi renforcer la confiance dans les institutions en veillant à ce que tout le monde soit représenté (conseils consultatifs des femmes, des jeunes, des personnes handicapées...). Une attention particulière sera accordée aux questions liées au travail des enfants et à l'application de conditions de travail décentes conformément

¹ JOIN(2020) 17 final of 25.11.2020

aux conventions de l'OIT et des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains dans la réalisation des infrastructures ainsi qu'à la bonne acceptation des infrastructures (études d'impact sociale et environnementale participatives et inclusive).

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 0, cette action porte la mention D0. Cela implique que les aspects liés au handicap n'apparaissent pas comme un aspect susceptible d'être pris en compte par l'action.

Démocratie

L'Action améliorera la mobilisation, la formation et l'information des acteurs, y compris la société civile, la transparence, la bonne gouvernance et l'accès à l'information, dans les secteurs de l'électricité et plus largement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. L'action soutiendra le développement, la disponibilité et la diffusion de nouvelles connaissances qui faciliteront la prise de décision sur les stratégies publiques, permettront de mieux communiquer sur ces enjeux et renforceront le rôle de tous les acteurs, y compris le secteur privé et la société civile, dans le développement du secteur.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Le renforcement de la coopération régionale et l'amélioration de l'accès à l'électricité sont de nature à apporter une contribution aux règlements des conflits. De plus, un service électrique abordable, fiable et durable contribue à la croissance économique et à la diminution ou la résolution des conflits et différends.

Réduction des risques de catastrophes

L'Action contribuera à réduire les risques associés à la déforestation et aux émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, en renforçant leur accès à des formes d'énergie durable, l'Action contribuera à la résilience économique et environnementale des populations.

Autres considérations, le cas échéant

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1	Manque d'appropriation de la réforme du secteur électrique par les pays du PEAC, et du développement du marché régional de l'électricité et de la production d'électricité renouvelable	Haute	Haut	Mettre en place un dialogue et des actions de sensibilisation sur les politiques soutenues, pour mieux appréhender les avantages politiques, économiques et sociaux du marché régional, et du développement des énergies renouvelables.
1	Manque de capacité des organisations bénéficiaires des appuis pour mettre en œuvre les actions et la conduite de travaux favorable aux normes de travail décent	Haute	Moyen	Ce risque sera atténué via une assistance technique et un renforcement coordonné des capacités afin de compléter le soutien national à la viabilité du secteur de l'électricité. Renforcement de capacités des acteurs privés et publics sur les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains

1	Chronologie de mise en œuvre / coordination des bailleurs	Faible	Haut	Interdépendance des projets des différents bailleurs, besoin d'une coordination pour éviter le chevauchement des demandes de financement, renforcement des aspects de maturité des projets pour la facilité d'études.
1	Retards de mise en œuvre avec les perturbations liées à la situation sanitaire	Faible	Moyen	Développement des activités virtuelles suivi de l'activité des chantiers.
4-5	Risque potentiel pour l'image de l'UE de l'implication du secteur privé dans le projet.	Faible	Haut	La participation d'autres partenaires techniques et financières, tels que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, ainsi que l'appropriation du projet par le gouvernement congolais et l'attribution de la gestion du centre à l'ONUDI atténueront le risque. L'implication du secteur privé dans ce projet se limitera au financement de la construction et de l'équipement du centre, ainsi qu'à une contribution à ses premiers budgets.
2	Les actions mises en œuvre avec le soutien financier de l'UE ne sont pas réalisées conformément à l'objectif initial qui est de " renforcer les capacités nationales et régionales dans le domaine des produits et des services liés aux énergies renouvelables et l'efficacité énergétique "	Faible	Moyen	La délégation de l'UE au Congo appliquera les procédures de contrôle et d'audit nécessaires et restera en contact étroit avec l'ONUDI et le gouvernement afin de garantir sa bonne direction, malgré la gestion indirecte.
3	La participation des femmes à ces différentes institutions est limitée	Moyenne	Moyen	Mise en place d'analyse sur les égalités de genre dans le secteur de l'énergie et réalisation d'audit genre dans les institutions partenaires Mise en place de plans pour stimuler la participation des femmes et permettre leur mise en avant dans les différentes institutions.

Enseignements tirés :

Il est à noter que tout projet d'intégration régionale est moteur de coopération et dialogue politique entre les Nations concernées.

L'UE assure son soutien au PEAC sans interruption depuis 2009 avec deux missions de l'assistance technique déjà achevées (MAT1 et 2) et une mission (MAT3) en cours. Les missions d'assistance technique au PEAC sont gérées par la délégation de l'UE à Brazzaville. L'appui de l'UE a permis au PEAC d'élaborer des études relatives à la préparation de projets spécifiques d'infrastructure électrique, à la préparation de certains instruments afférents au futur

marché interconnecté, ainsi qu'au développement des éléments afférents aux décisions stratégiques pour l'intégration des marchés nationaux dans un marché régional de l'énergie électrique en l'Afrique centrale. Il s'agit notamment de :

- Projets d'accords institutionnels et commerciaux de projet d'interconnexion types.
- Etudes d'électrification transfrontalière.
- Codes pour l'exploitation des réseaux interconnectés et les normes et standards techniques en conformité des règles d'exploitation des réseaux nationaux.
- Méthodologie pour la tarification régionale du transport d'énergie.
- Modèles de contrat de fourniture et de prélèvement de l'énergie électrique.
- Règles commerciales unifiées relatives aux interconnexions au sein des pays membres du PEAC.
- Règles de fonctionnement du marché prévisionnel (jour J-1) de l'électricité.
- Document de Stratégie de Politique Energétique Régionale (DSPER) 2014-2030.
- Etude portant création de la Commission Régionale de Régulation de l'Electricité en Afrique centrale (CORREAC).

Cependant, les retards dans la construction du système interconnecté et du marché régional de l'électricité n'ont pas pu être comblés par les différents appuis, notamment à cause de la non prise en compte des aspects régionaux dans l'élaboration des politiques sectorielles au niveau national. L'action tient compte de ces enseignements et vise à resserrer et mieux coordonner les actions au niveau national et régional.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action se situe dans la continuité de l'appui de l'UE au PEAC et à la mise en place de la CORREAC, et vise à apporter un soutien à l'opérationnalisation du CEREEAC et du CEO en tant qu'institutions régionales en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique.

L'action développe donc une approche intégrée où les aspects institutionnels sont coordonnés en vue de faciliter la construction et l'exploitation des infrastructures pertinentes.

La coordination avec la préparation du marché continental sera aussi assurée, par l'appui au PEAC qui vise à structurer le marché régional en Afrique centrale en vue de rendre plus évidente son intégration au marché continental.

L'action assurera une bonne complémentarité et synergie avec :

- La Banque Africaine de Développement qui a déjà signé des conventions de financement avec le PEAC pour (i) la mise en place d'une unité de préparation et d'accélération des projets (UPAP) qui emploiera cinq experts tous rémunérés par la BAD pendant 5 ans ; (ii) le renforcement des capacités techniques du personnel du PEAC.
- La Banque mondiale qui cofinancera avec la BAD l'étude du Schéma Directeur du système de production et du transport du PEAC.
- L'ONUDI qui a été chargé par la CEEAC d'assurer la gestion des financements relevant de l'appui à l'opérationnalisation du CEREEAC et du CEO.
- L'AFD qui soutient un grand nombre de projets d'infrastructure.
- La BEI qui participe au financement de plusieurs projets hydroélectriques.
- La KfW qui est active dans l'expansion des énergies renouvelables, et qui soutient le financement de projets de barrages hydroélectriques.

La coordination des bailleurs du secteur se déroule soit dans le cadre national, soit dans le cadre de réunions de groupes thématiques ou de conférences de bailleurs à l'échelon régional.

L'Union Européenne dispose d'une expérience unique dans l'intégration régionale de son système électrique et le développement d'un marché de l'électricité. A travers des échanges, du jumelage ou l'apprentissage entre pairs, cette action visera à partager cette expérience européenne.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Résultats	DESCRIPTION	INDICATEURS	BASELINE (Valeur et l'année)	CIBLE (Valeur et l'année)	Source de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à la réduction d'émission de gaz à effet de serre en augmentant la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique grâce à la mise en place et au développement du marché régional de l'électricité	% des énergies renouvelables dans le mix énergétique régional.			Banque Mondiale Rapports CEEAC, PEAC, CEREEAC	
Résultat 1	Le cadre réglementaire et les procédures techniques structurant le marché régional de l'électricité sont en place	- Nombre de nouvelles procédures techniques au niveau régional - Nombre de nouvelles dispositions réglementaires au niveau régional	- -	5 10	Rapports CEEAC et PEAC	Le PEAC est en mesure de fédérer les Etats membres
Résultat 2	La CORREAC est opérationnelle et en capacité à mettre en œuvre les règles d'accès au marché régional	- Nombre de règles d'accès au marché régional adoptées par les Etats Membres du PEAC - Nombre de contrats standards et de procédures validés	- -	10 4	Rapports PEAC, CORREAC	La CORREAC est en place

Résultats	DESCRIPTION	INDICATEURS	BASELINE (Valeur et l'année)	CIBLE (Valeur et l'année)	Source de données	Hypothèses
Résultat 3	Le CEREAC et le CEO sont opérationnels.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de documents de stratégie et de politiques régionales - Nombre de partenariats établis avec les centres de recherche africains et ailleurs - Nombre de normes relatives à l'EE validées - Programme et calendrier des recherches établis - Nombre de chercheurs encadrés (au minimum désagrégué par sexe) - Nombre de publications de recherches - Nombre des participants aux programmes de renforcement de capacités (au minimum désagrégué par sexe) 	-	5 5 10 20 50 20 500	Rapports CEEAC, CEREAC, et CEO	-
Résultat 4	La préparation des projets d'interconnexion est renforcée de manière à permettre la construction du marché régional et l'augmentation des échanges.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'études effectuées - Nombre de montage financier finalisé 		3 1	Rapport PEAC Rapports autres PTF	

4. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement simplifiée avec la CEEAC.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S/O

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE².

4.4.1. Gestion directe (passation de marchés)

L'action prévoit des appels d'offres pour contractualiser une assistance technique au PEAC et à la CORREAC (produits 1.1 et 1.2), ainsi que des études et actions d'appui à la mise en place des projets d'interconnexion et de génération (produit 2.2).

4.4.2. Gestion indirecte avec une organisation dont les piliers ont été évalués

Une partie de cette action sera mise en œuvre en gestion indirecte avec ONUDI.

Cette mise en œuvre implique le produit 2.1 contribuant à l'objectif spécifique 2 : les deux centres régionaux de réglementation et de recherche et de formation en énergie renouvelable et efficacité énergétique sont opérationnels dans une approche inclusive et sensible au genre.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants :

- Expérience dans la gestion d'activités de recherche et de formation dans le secteur des énergies renouvelables en partenariat avec les pays de l'Afrique subsaharienne.
- Expérience préalable de soutien aux activités de formation des entités cibles (Centre d'Excellence d'Oyo – CEO et le Centre des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique de l'Afrique centrale – CEREEAC) ou d'autres entités comparables.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.3.

² www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.4.3. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec l'entité mentionnée à la section 4.4.2., cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe (passation de marchés). Les appels d'offres à lancer en cas d'échec des négociations avec l'ONUDI seront pour les marchés de services d'assistance technique contribuant à l'objectif spécifique 2 : les deux centres régionaux de réglementation et de recherche et de formation en énergie renouvelable et efficacité énergétique sont opérationnels dans une approche inclusive et sensible au genre.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution indicative de l'UE (montant en EUR)
Objectif spécifique 1 : Préparation des éléments structurants pour le marché régional de l'électricité en Afrique centrale pour une énergie abordable et accessible pour les femmes et les hommes dans toute leur diversité composé de :	
1.1 Le cadre réglementaire et les procédures structurant le marché régional de l'électricité sont en place. Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	500 000
1.2 La CORREAC est opérationnelle et en capacité à mettre en œuvre les règles d'accès au marché régional. Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 000 000
Objectif spécifique 2 : Promotion du développement et de la mise en œuvre des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans la région du CEEAC à travers la participation à l'opérationnalisation de certaines institutions spécialisées composé de :	
2.1. Les deux centres régionaux de réglementation et de recherche et de formation en énergie renouvelable et efficacité énergétique sont opérationnels. Gestion indirecte – cf. section 4.4.2	1 500 000
2.2. La préparation des projets d'interconnexion est renforcée de manière à permettre la construction du marché régional et l'augmentation des échanges. Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	2 600 000
Passation de marchés — enveloppe totale de la section 4.4.1	4 100 000
Évaluation – cf section 5.2	200 000
Audit – cf section 5.3	
Provision pour dépenses imprévues	200 000
Total	6 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

<p>Un Comité de suivi rassemblant des représentants de Délégation de l'UE du Congo, de la CEEAC, du PEAC et des institutions régionales retenues ainsi que d'autres parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre des projets sera établi, et se réunira au moins une fois par an pour assurer un suivi adéquat de toutes les actions. Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.</p>

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Le partenaire de mise en œuvre précisera, dès le début de l'action, les indicateurs du cadre logique la ligne de base et les cibles.

Le suivi sera basé, dans la mesure du possible, sur des indicateurs ventilés au minimum par sexe. Il sera évalué également comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et contribue à l'égalité des sexes. Pour cela, les ODD de l'Agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025) seront privilégiés.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale pour l'ensemble de l'action seront effectuées par des consultants indépendants contractés par la Commission. Une expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera requise pour accompagner les équipes d'évaluation. L'évaluation finale pourra être remplacée par une évaluation ex-post d'accord à la dynamique constatée dans la phase finale de l'action.

Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que le processus de révision et de rehaussement des ambitions climatiques est un processus continu, dont l'impact sur les politiques publiques aura tendance à se renforcer. La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

L'évaluation reposera sur une approche fondée sur les droits humains et le genre et rendra compte des résultats relatifs au renforcement de la participation, de la non-discrimination et de l'égalité des sexes, de la transparence, de la reddition des comptes et de l'application du droit.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fonds commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

L'Union Européenne dispose d'une expérience unique dans le développement d'une union de l'énergie, grâce à l'intégration régionale de son système électrique et le développement d'un marché de l'électricité. A travers des échanges, du jumelage ou l'apprentissage entre pairs, cette action visera à partager cette expérience européenne et également à contribuer aux efforts de diplomatie ouverte entre les continents européens et africains.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante : « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme ;

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente : tous les contrats pour cette Action